

Suisse

Climat : catastrophe annoncée : le capitalisme coupable

jeudi 4 mai 2006, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2006).

A fin mars, le Conseil national (Suisse) a parlé « climat », débattant de la taxe CO₂ sur les combustibles et du « centime climatique ». Nous publions ici l'intervention, sur le fond, dans ce débat de notre conseiller national Pierre Vanek au nom du groupe « A gauche toute ! ». [Rédaction de « solidaritéS »].

Les enjeux à long terme de la catastrophe climatique en marche sont énormes, ils mettent en jeu la nature et les conditions d'existence de toute l'humanité. Ceux qui en payeront en premier le prix sont les populations les plus pauvres du Sud dont les conditions de vie - de survie devrait-on dire - sont déjà aggravées, chaque jour, par le business as usual du capitalisme mondialisé et prédateur.

Vous le savez, selon le GEIC [1], une réduction de 60% au moins des émissions de gaz à effet de serre est nécessaire d'ici 2050 afin d'empêcher un dérèglement climatique majeur aux conséquences incalculables... et on n'en prend pas le chemin !

Ces changements climatiques menacent, dans les années à venir, de soumettre des centaines de millions d'êtres humains aux périls découlant de la montée du niveau des mers, de l'extension de certaines maladies, de la baisse de la productivité agricole dans de nombreuses régions, du déclin de la biodiversité et du manque de ressources en eau : on peut craindre littéralement des milliards de victimes en 2100 à défaut de politique climatique volontariste.

Kyoto insuffisant

De ce point de vue, nous pensons que les objectifs même du Protocole de Kyoto sont tout à faits insuffisants pour faire face au danger, d'autant que ces objectifs sont encore amoindris par le refus d'y souscrire des USA, ainsi que par les dits « mécanismes de flexibilité », et que ceux-ci risquent d'avoir en plus des effets pervers, tant sur le droit au développement des peuples, que sur la biodiversité (puits de carbone).

Du fait de sa non-ratification par les USA et l'Australie, Kyoto, même intégralement respecté par les signataires, aboutirait en effet seulement à réduire les émissions de 1,7% par an par rapport à l'année de référence pour les pays industrialisés dans leur ensemble.

Par ailleurs, le marché des « droits à polluer », est une solution particulièrement absurde, puisqu'elle va permettre aux pays riches d'acheter aux pays pauvres des droits à polluer et de faire ainsi l'inverse de ce qu'il faudrait faire, soit de donner les moyens aux pays pauvres de se développer sans trop polluer. La redistribution devrait donc aller en sens inverse ! Nous sommes convaincus que le monde n'est pas une marchandise et que ce n'est pas l'extension sans rivages du marché qui apportera la solution.

Mesures d'urgence nécessaires

Pour être efficaces, les mesures à prendre devraient toucher d'emblée à l'organisation de la production. Réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre implique une réorganisation du secteur de l'énergie, mais aussi de celui des transports - et donc du commerce mondial, - et donc de l'agriculture (plus « paysanne » et moins industrielle), - et donc de la politique urbaine et de l'aménagement du territoire. Il ne s'agit pas ici d'une litanie « maximaliste ». On ne modifiera pas radicalement la consommation d'énergie dans le sens exigé sans s'attaquer conjointement à la question des transports (de marchandises, des personnes entre logement et lieu de travail...), donc à la localisation de la production et aux modes de consommation (avec la révolution culturelle qui doit l'accompagner).

Ces mesures d'urgence qui seraient nécessaires, s'inscrivent dans une logique en rupture avec celle du capitalisme dominant. C'est l'une des particularités de la question climatique, liée à son caractère global, de mettre en évidence cette contradiction ! Il fallait qu'elle soit relevée ici dans ce débat.

Pour en revenir à la décision qui nous devons prendre aujourd'hui, « A Gauche toute ! », comme l'ensemble des organisations de défense de l'environnement soutient et votera, quelles qu'en soient à nos yeux les limites, qui n'en font évidemment pas « la » solution, l'entrée en vigueur immédiate de la « taxe » sur le CO2 sur les combustibles !

Nous refusons en effet la tarte à la crème du prétendu « centime climatique », impôt indirect antisocial et privé, sans base légale, sinon celle qu'on nous invite à bricoler post hoc, ni contrôle de son affectation. S'il faut en effet des investissements sérieux et une politique volontariste dans le domaine des énergies renouvelables et des économies d'énergie, ceux-ci doivent pour nous être financés notamment par la fiscalité directe... C'est aussi des moyens nécessaires à une telle politique publique, littéralement vitale, que les promoteurs irresponsables de la sous-enchère fiscale et des cadeaux fiscaux à répétition aux riches privent la collectivité, cela valait la peine de le rappeler !

Note

1. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

P.-S.

* Article paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°86 (26/04/2006).